

# Le Brésil «néolibéral» végète dans le marasme social

liberation.fr /planete/2017/09/28/le-bresil-neoliberal-vegete-dans-le-marasme-social\_1599639

28/09/2017



Sa voix est à peine audible. Jamais Vera n'aurait imaginé ça. Elle, ex-gérante de supermarché, faisant la queue dans un centre d'assistance sociale. La crise économique sans précédent, dont le Brésil commence à peine à voir le bout, a obligé cette chômeuse à ravalier sa fierté. Réduite «à faire des ménages», Vera, 58 ans, est venue solliciter la Bolsa Família, une aide en argent pour les plus démunis (son montant, variable, est de 50 euros par mois en moyenne), introduite par l'ancien président Lula da Silva (Parti des travailleurs, PT). Avec 13,3 millions de chômeurs, la liste d'attente est longue. On y trouve beaucoup d'anciens bénéficiaires, retombés aujourd'hui de nouveau sous le seuil de pauvreté. Pendant les années fastes, ils avaient fièrement «rendu la bourse» dont ils n'avaient plus besoin. Ils étaient alors de ces 40 millions de Brésiliens dont le PT, avec Lula puis sa dauphine, Dilma Rousseff, destituée l'an dernier, se prévaut d'avoir amélioré les conditions de vie.

## Thérapie de choc

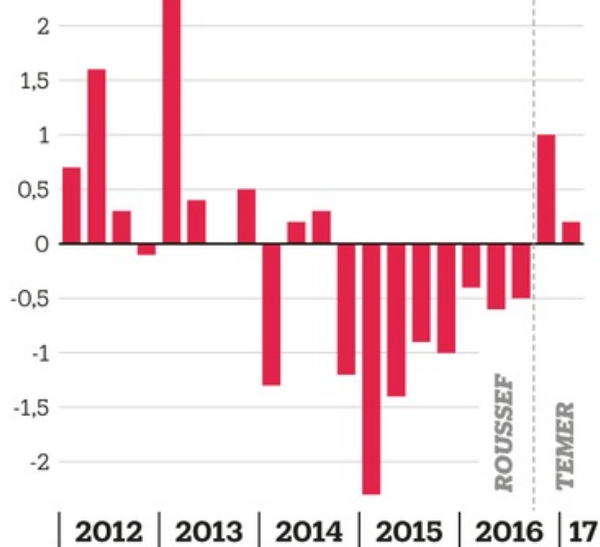
Entre 2003, quand le leader de gauche accède à la tête du Brésil, et 2014, à la veille de la crise, le taux de pauvreté a dégringolé, tombant à son plus bas niveau historique (de 27,9 % à 8,4 %). Après deux années d'une profonde récession, il est remonté à 11,2 %, selon le **Centre des politiques sociales de la Fondation Getúlio Vargas**, qui parle de 5,9 millions de «nouveaux pauvres», dont beaucoup de «très pauvres». D'où la crainte d'un retour du Brésil sur la carte de la faim dans le monde, trois ans après l'avoir quittée. «En 2015 et 2016, et après avoir reculé treize ans durant, les disparités de revenus se sont à nouveau et fortement creusées, s'inquiète l'économiste **Marcelo Neri**, directeur du centre. Et c'est un obstacle à la relance, les pauvres représentant une part substantielle du revenu national.» En moins de trois ans, le taux de chômage (12,8 %) a presque doublé, du jamais vu. S'il n'épargne pas les diplômés, de plus en plus nombreux à quitter l'éternel «pays d'avenir», ses principales victimes sont les moins instruits. «Sous Lula, il y a eu un cercle vertueux, explique l'économiste et éditorialiste Laura Carvalho, étoile montante de la gauche. Grâce à la hausse accélérée du salaire minimum et

aux aides sociales, la pauvreté a reculé, favorisant notamment l'expansion des services, un secteur intensif en main-d'œuvre non qualifiée. Avec la crise, ce secteur a été le premier à licencier.»

Le professeur d'économie Bruno Ottoni parle quant à lui d'un retour de bâton après les acquis du PT. La valorisation du smic et le recul du travail au noir auraient par trop renchéri le maintien dans l'emploi. Le salarié serait donc devenu la variable d'ajustement. Avec la crise prolongée, le chômage de longue durée touche désormais 40 % des demandeurs d'emploi. A São Paulo, la capitale économique, cette dégradation est palpable. La population de rue aurait doublé. A Rio de Janeiro, deuxième ville du pays, elle a triplé. L'Etat de cette dernière, qui souffre du recul de la manne pétrolière, vit une crise encore plus grave. Les coupes dans le budget de la sécurité publique provoquent un regain de violence, notamment à la Rocinha, la plus grande favela de Rio, encerclée par l'armée depuis une semaine. «Le travail informel et le commerce ambulants gagnent du terrain dans les grandes villes», constate Lúcia Garcia, économiste au Dieese, un think tank lié aux syndicats. C'est au prix de cette précarisation que le chômage a enregistré, entre mai et juillet, son premier recul depuis le début de la crise.

## PIB

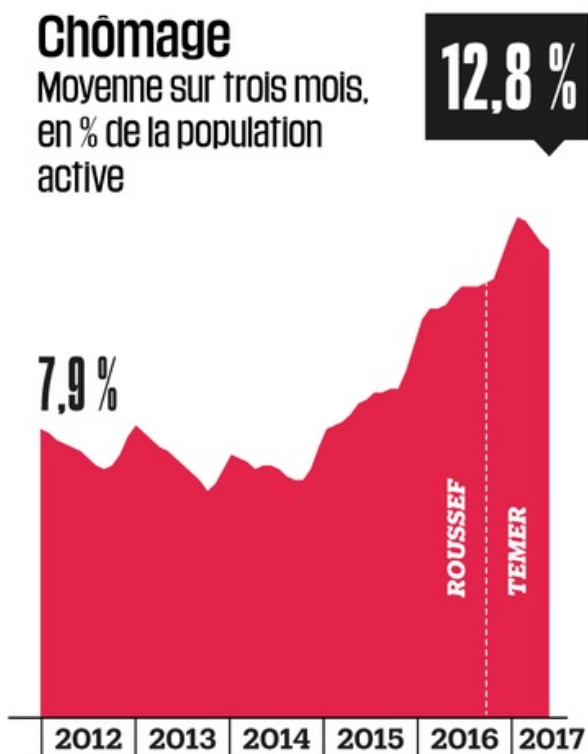
Variation trimestrielle, en %



Source : IGBE

## Chômage

Moyenne sur trois mois, en % de la population active



Quand Dilma Rousseff accède au pouvoir, en 2011, le «supercycle» des matières premières, qui avait fait la fortune du Brésil, tire à sa fin, freinant net la première économie d'Amérique latine. En tentant de réduire les tarifs des services publics, la successeure de Lula a déstabilisé des secteurs entiers d'activité. Pour Laura Carvalho, sa principale erreur aura été de délaissier l'investissement public, un puissant moteur de croissance sous Lula : «Elle a préféré encourager l'industrie, qui se plaignait de son manque de compétitivité, à coups d'emprunts à taux bonifiés et d'exonérations fiscales. Et cela alors que les recettes étaient déjà en recul. Or, les entreprises, qui avaient beaucoup investi sous Lula, n'avaient aucune raison de le faire à nouveau. Leur capacité de production n'était pas encore totalement exploitée.» En quatre ans, ces cadeaux fiscaux ont atteint la bagatelle de 122 milliards d'euros, avec pour seul résultat de creuser les déficits. Fin 2014, le Brésil cale. Mais avec un chômage de seulement 6,5 %, la présidente célèbre le «plein-emploi». Réélue, elle décide de trancher dans les dépenses, notamment sociales, pour rééquilibrer les comptes. Cette cure d'austérité approfondie par Michel Temer, ex-vice président qui a remplacé Dilma Rousseff en mai 2016, a aggravé la crise. La corruption a fait le reste. En s'attaquant aux cartels qui fraudaient les marchés publics, la désormais célèbre opération Lava Jato («lavage express») a paralysé le dynamique secteur du BTP.

### «Sans compassion»

Reste qu'«*en ruinant l'Etat*, écrit l'éditorialiste Vinicius Torres Freire, *Dilma Rousseff a ouvert un boulevard pour une reprise en main néolibérale par la coalition qui l'a déposée*». Pour contenir un endettement croissant et réduire le déficit budgétaire (9,5 % du PIB après paiement du service de la dette), le très impopulaire Michel Temer a lancé une thérapie de choc : privatisations (57 actifs mis en vente), réformes économiques et surtout gel de la dépense publique jusqu'en 2038, via un amendement constitutionnel adopté en décembre. Une mesure «*radicale et sans compassion*» qui risque de «*condamner toute une génération future à une protection sociale très inférieure à l'actuelle*», selon Philip Alston, rapporteur spécial de l'ONU pour l'extrême pauvreté et les droits de l'homme. Même la Bolsa Família, une politique peu coûteuse et à l'efficacité reconnue, n'est plus épargnée. Alors que la Banque mondiale préconise son expansion face à la crise sociale, le nombre de foyers bénéficiaires (12 800 000) est au contraire en net recul. Pour le seul mois de juillet, 543 000 familles se sont vu retirer l'aide, sans explication. L'an dernier, le gouvernement avait allégué des fraudes pour retirer des bénéficiaires du programme, dont la majoration prévue du budget (actuellement de 7,5 milliards d'euros) vient également d'être suspendue, au nom des restrictions budgétaires. Michel Temer a en revanche trouvé l'argent pour augmenter les salaires des fonctionnaires et caresser dans le sens du poil la combative classe moyenne.

«*La notoriété de la Bolsa Família cache une réalité*, reprend **Marcelo Neri**. *Historiquement, l'Etat brésilien alimente les inégalités en transférant des richesses aux non-pauvres.*» Cet éminent spécialiste défend l'«*inévitable*» réforme du coûteux système de retraites, déjà envisagée par Dilma Rousseff, ainsi que la modernisation d'un code du travail très rigide. Son désaccord porte sur la manière de faire. «*Temer n'a pas été élu, il n'a aucune légitimité pour mener ces réformes*, renchérit Laura Carvalho. *S'il passe, son projet pour les retraites risque d'exclure du système la main-d'œuvre pauvre, exposée au travail au noir et à la pénibilité. Un ouvrier du bâtiment ne pourra pas travailler ni cotiser aussi longtemps que le veut le texte, qui fixe à 65 ans l'âge de la retraite et exige vingt-cinq ans de contribution.*» Quant au nouveau code du travail, adopté le 11 juillet, il laminerait la position négociatrice des salariés. Une issue que le PT aurait pu éviter, s'il avait mené cette réforme «*nécessaire à la compétitivité*» au lieu de l'abandonner à la droite, déplore en substance Nelson Barbosa, ex-ministre des Finances de Dilma Rousseff, dans une tribune en forme de mea culpa.

Malgré le zèle de Temer, la reprise reste incertaine. Même si le pire semble être passé. Les plus optimistes parlent d'une sortie de crise graduelle. La hausse du PIB au premier et au deuxième trimestre (+1 % et +0,2 %), après deux années consécutives en chute libre (-3,8 % en 2015 et -3,6 % en 2016), devait beaucoup à des facteurs ponctuels. Face à une demande anémique, l'inflation a cédé, mais les investissements sont toujours en chute depuis 2013. «*On nous disait pourtant qu'il suffirait que Dilma s'en aille pour rétablir la confiance*», ironise l'économiste Lúcia Garcia. «*Il n'y a pas de perspective de relance*, reprend Laura Carvalho. *Les ménages et les entreprises sont trop endettés pour consommer ou investir. Sans parler de l'instabilité politique*», à l'heure où le chef de l'Etat est accusé de corruption. Au centre social, Idenalva a la nostalgie de Lula. Ce qu'elle pense de Temer ? Cette domestique au chômage lâche un rire amer : «*Jamais aucun gouvernement n'a autant pris à ceux qui n'ont rien.*»

[Chantal Rayes correspondante à São Paulo](#)



ANÁLISE

# O ventre "neoliberal" do Brasil na queda social

Por [Chantal Rayes](#), [correspondente em São Paulo](#) - 28 de setembro de 2017 às 20:06



Na favela da Rocinha, no Rio em julho de 2016. Foto Lianne Milton.Panos REA

**Apesar do aumento do PIB nos últimos meses, o governo Temer não consegue parar a explosão de desigualdades devido a dons fiscais e cortes no orçamento da ajuda para os mais pobres.**

•

O ventre "neoliberal" do Brasil na queda social

Sua voz é apenas audível. Nunca Vera teria imaginado isso. Ela, ex-gerente de supermercados, fazendo filas em um centro de bem-estar. A crise econômica sem precedentes, da qual o Brasil está apenas começando a ver

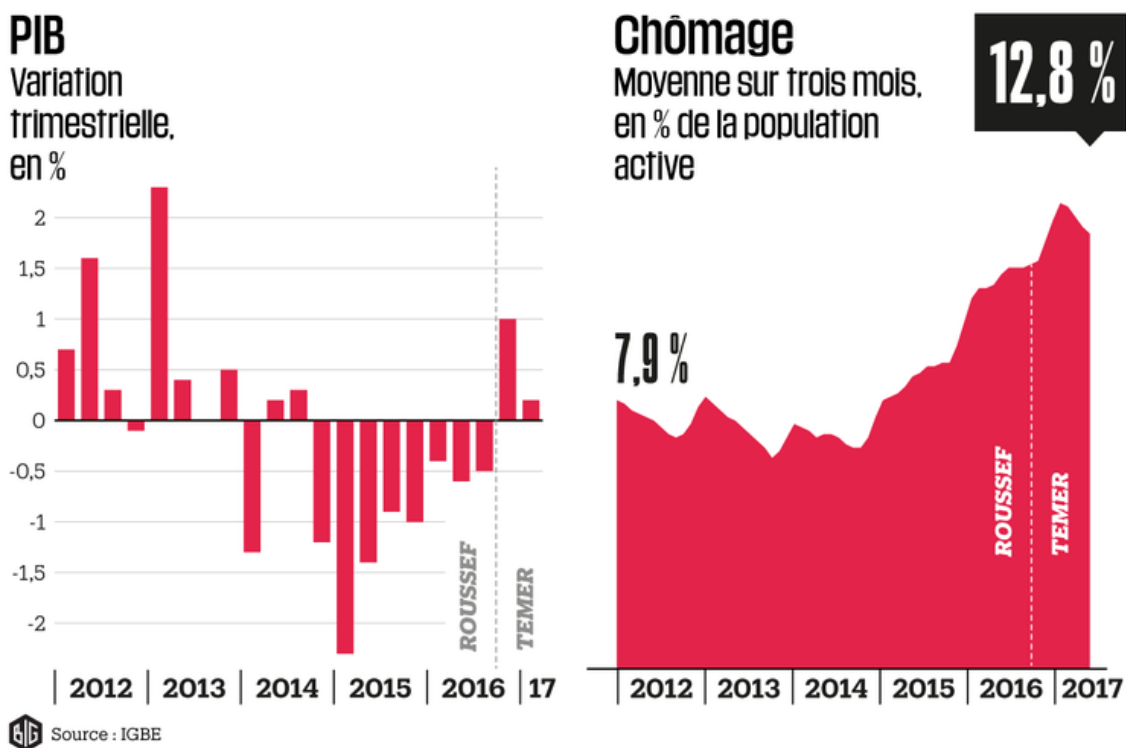
o fim, forçou essa mulher desempregada a engolir seu orgulho. Vera, de 58 anos, solicitou o Bolsa Família, um auxílio em dinheiro para os mais desfavorecidos (um valor variável de 50 euros por mês em média) introduzido pelo ex-presidente Lula da Silva (Partido dos Trabalhadores, PT). Com 13,3 milhões de desempregados, a lista de espera é longa. Existem muitos ex-beneficiários que caíram abaixo da linha de pobreza. Durante os bons anos, orgulhosamente "retornaram a bolsa", eles não precisavam mais. Eles eram então desses 40 milhões de brasileiros cujo PT, com Lula, então, sua dauphine, Dilma Rousseff, demitida no ano passado, aproveitou para melhorar as condições de vida.

## Terapia de choque

Entre 2003, quando o líder da esquerda se tornou chefe do Brasil e 2014, na véspera da crise, a taxa de pobreza despencou, caindo para o menor nível histórico (de 27,9% para 8,4% ). Após dois anos de recessão profunda, ele cresceu para 11,2%, de acordo com o **Centro de Política Social da Fundação Getúlio-Vargas**, que fala de 5,9 milhões de "novos pobres", muitos dos quais são "muito pobres" ". Daí o medo de um retorno do Brasil no mapa de fome no mundo, três anos depois de deixá-lo. *"Em 2015 e 2016, após um declínio de treze anos, as disparidades de renda voltaram a aumentar e aumentaram consideravelmente", disse o economista Marcelo Neri, diretor do centro. E é um obstáculo para a recuperação, com os pobres representando uma parcela substancial da renda nacional "* Em menos de três anos, a taxa de desemprego (12,8%) quase dobrou, sem precedentes. Se não poupa os graduados, cada vez mais numerosos para deixar o eterno "país do futuro", suas principais vítimas são as menos educadas. *"Sob Lula houve um círculo virtuoso", diz a economista e colunista Laura Carvalho, uma estrela em ascensão à esquerda. Como resultado do aumento acelerado do salário mínimo e dos benefícios sociais, a pobreza diminuiu, incluindo a expansão dos serviços, um setor intensivo de mão-de-obra não qualificada. Com a crise, este setor foi o primeiro a demitir-se "*

O professor de economia Bruno Ottoni fala sobre uma reação após as conquistas do PT. A avaliação do smic e o recuo do mercado negro teriam aumentado demais a retenção no emprego. O empregado assim se tornaria a variável de ajuste. Com a crise prolongada, o desemprego de longa duração agora afeta 40% dos candidatos a emprego. Em São Paulo, a capital econômica, essa degradação é palpável. A população da rua teria

dobrado. No Rio de Janeiro, a segunda maior cidade do país, triplicou. O estado do último, que sofre do declínio do maná do petróleo, está passando por uma crise ainda mais grave. Os cortes no orçamento de segurança pública resultaram em violência renovada, incluindo a Rocinha, a maior favela do Rio, cercada pelo exército por uma semana. "O trabalho informal e o comércio itinerante estão ganhando terreno nas grandes cidades", diz Lúcia Garcia, economista do Dieese, um grupo de pesquisa relacionado a sindicatos. Foi ao custo desta situação precária que, entre maio e julho, o desemprego registrou seu primeiro declínio desde o início da crise.



Quando Dilma Rousseff chegou ao poder em 2011, a "superciclo" de matérias-primas, que fez a fortuna do Brasil, chegou ao fim, prejudicando a primeira economia latino-americana. Ao tentar reduzir tarifas de serviços públicos, o sucessor de Lula desestabilizou setores inteiros de atividade. Para Laura Carvalho, seu principal erro terá sido o abandono do investimento público, um poderoso mecanismo de crescimento sob Lula: "Ela preferiu encorajar a indústria, que se queixava da falta de competitividade, de empréstimos emprestados a taxas subsidiadas e isenções fiscais. E que, enquanto as receitas já estavam em declínio. No entanto, as empresas, que investiram fortemente sob Lula, não tinham razão para fazê-lo de novo. Sua capacidade de produção ainda não foi totalmente explorada." Em quatro anos, esses presentes fiscais chegaram a

um pouco de 122 bilhões de euros, o único resultado do qual é aumentar os déficits. No final de 2014, o Brasil parou. Mas com o desemprego de apenas 6,5%, o presidente celebra o "*pleno emprego*". Reeleito, ela decide se instalar em despesas, especialmente sociais, para reequilibrar as contas. Esta cura de austeridade aprofundada por Michel Temer, ex-vice-presidente que substituiu Dilma Rousseff em maio de 2016, exacerbou a crise. A corrupção fez o resto. Ao atacar os cartéis que defraudaram os mercados públicos, a agora famosa operação Lava Jato ("lavagem expressa") paralisou o setor dinâmico da indústria da construção.

### **"Sem Compaixão"**

*Dilma Rousseff abriu uma avenida para uma aquisição neoliberal pela coalizão que a deposto* ", escreve o colunista Vinicius Torres Freire. Para conter uma dívida crescente e reduzir o déficit orçamentário (9,5% do PIB após o pagamento do serviço da dívida), o muito impopular Michel Temer lançou uma terapia de choque: privatizações (57 ativos colocados à venda), reformas econômicas e especialmente o congelamento das despesas públicas até 2038, através de uma emenda constitucional adotada em dezembro. Uma medida "*radical e incompetente*" que provavelmente "*condena toda uma geração à futura proteção social muito abaixo do presente*", de acordo com Philip Alston, Relator Especial da ONU sobre pobreza extrema e direitos humanos, homem. Mesmo o Bolsa Família, uma política barata com eficiência reconhecida, não é mais poupado. Enquanto o Banco Mundial defende a sua expansão em face da crise social, o número de famílias beneficiárias (12.800.000) é, pelo contrário, em declínio acentuado. Somente em julho, 543 mil famílias foram retiradas sem qualquer explicação. No ano passado, o governo alegou fraude para retirar os beneficiários do programa, cujo aumento do orçamento (atualmente 7,5 bilhões de euros) também foi suspenso, em nome das restrições orçamentárias. Michel Temer, por outro lado, encontrou o dinheiro para aumentar os salários dos funcionários públicos e para acariciar a direção do cabelo na classe média combativa.

*"A notoriedade do Bolsa Família esconde uma realidade", disse Marcelo Neri. Historicamente, o estado brasileiro alimenta as desigualdades transferindo riqueza para pessoas que não são pobres* ". Este especialista eminente defende a "*inevitável*" reforma do caro sistema de pensões já previsto por Dilma Rousseff, bem como a modernização de um código de trabalho muito rígido. O seu desacordo é sobre como fazê-lo. "*Temer não*



*foi eleito, ele não tem legitimidade para realizar essas reformas, acrescenta Laura Carvalho. Se ele passa, seu projeto de pensões arrisca excluir do sistema mão de obra pobre, exposta ao trabalho negro e à dificuldade. Um trabalhador da construção civil não poderá trabalhar ou contribuir tanto quanto o texto exigir, o que define a idade de aposentadoria aos 65 anos e exige 25 anos de contribuição ". Quanto ao novo código trabalhista aprovado em 11 de julho , estratificaria a posição de negociação dos funcionários. Um resultado que o PT poderia ter evitado, realizou esta reforma "necessária para a competitividade" em vez de abandoná-la à direita, deplora na substância Nelson Barbosa, ex-ministro das Finanças da Dilma Rousseff, em uma tribuna na forma de mea culpa.*

Apesar do zelo de Temer, a recuperação continua incerta. Mesmo que o pior pareça ser passado. A conversa mais otimista sobre uma saída gradual da crise. Crescimento do PIB no primeiro e segundo trimestres (+ 1% e + 0,2%), após dois anos consecutivos de queda (-3,8% em 2015 e -3,6% em 2016), fatores pontuais. Diante de uma demanda anêmica, a inflação caiu, mas os investimentos estão caindo desde 2013. *"Foi-nos dito, no entanto, que seria suficiente para Dilma partir para restaurar a confiança", diz a economista Lúcia Garcia. "Não há perspectivas de recuperação ", diz Laval Carvalho. As famílias e as empresas estão em dívida demais para consumir ou investir. Sem mencionar a instabilidade política ", num momento em que o chefe de Estado é acusado de corrupção. No centro social, Idenalva é nostálgico para Lula. O que ela pensa de Temer? Este empregado desempregado cede lugar a uma risada amarga: "Nunca um governo tomou tanto daqueles que não têm nada".*

[Chantal Rayes de São Paulo](#)